

Contre la V^e République des factieux, pour la République démocratique, laïque et sociale !

Le 21 avril dernier, des généraux de l'armée de métier de la V^e République ont annoncé qu'ils préparaient la guerre civile. Plusieurs appels analogues se sont succédés depuis, racistes, antisémites, factieux, ne suscitant guère de réactions officielles ni d'appels à la mobilisation de la part des dirigeants et candidats de gauche.

Le 1^{er} mai dernier, sous la « protection » du préfet Lallement et donc du pouvoir exécutif, le cortège parisien CGT a été agressé avec une violence sans précédent.

Le 19 mai dernier, au prétexte de l'assassinat d'un policier par un dealer, l'officine factieuse Alliance et les autres organisations de la police qui n'ont de syndicats que le nom, ont organisé un rassemblement pour exiger que la justice soit soumise à la police.

C'est l'impunité totale pour elles-mêmes que réclament les forces armées de répression. Le gouvernement en la personne de l'équivoque ministre Darmanin s'est associé à Alliance et aux factieux !

Mais, à l'initiative du candidat PCF aux présidentielles, les dirigeants PCF, PS et EELV se sont eux aussi associés à cette opération de menace contre les libertés prenant directement la suite des appels de militaires, en prétendant se ranger dans le camp de la « sécurité » ! En réalité, il n'est pas question ici de sécurité pour les couches populaires ni de droit à la sûreté. La sécurité et la sûreté exigent un autre régime.

Mais cette méprisable sainte Alliance de défense de la V^e République factieuse n'a en réalité réuni que 4500 participants, bien loin des 35000 annoncés par les officines menées par Alliance, le préfet Lallement se gardant de donner quelque chiffre que ce soit !

Telle est la réalité : il n'y a aucune fascisation de la société, ce sont Macron et son gouvernement qui nourrissent les « idées d'extrême-droite », le monde du travail et la jeunesse résistent et sont prêts au combat tous ensemble!

Le Conseil constitutionnel, **le 20 mai**, a censuré de nombreux articles de la loi « Sécurité globale » de Macron, notamment l'article 24 demandé par Alliance pour que les policiers ne puissent être filmés quand ils frappent. Le Conseil constitutionnel, institution clef du régime, signifie à Macron que, pour l'heure, il est trop faible.

Il est donc possible, maintenant, de s'unir tous ensemble contre ce pouvoir qui prépare les présidentielles de 2022 comme devant être la dernière planche de salut de ce régime, pour relancer toutes ses contre-réformes, contre les retraites, les salaires, l'emploi, la santé, l'école, les libertés et la démocratie !

Voilà pourquoi, en toute indépendance envers ses initiateurs, nous disons aux travailleurs, aux jeunes, aux militants ouvriers : **le 12 juin 2021**, allons-y, **et ainsi ce sera contre Macron et Mme Le Pen, contre la V^e République des factieux, contre Darmanin et Alliance, pour l'abrogation de toutes leurs lois liberticides ! Montrons la réalité : nous sommes la majorité, et, unis, nous sommes les plus forts !**

